

Interview de Leo Tindemans: les négociations agricoles dans le cadre de Benelux (Bruxelles, 24 février 2006)

Source: Interview de Leo Tindemans / LEO TINDEMANS, Étienne Deschamps, prise de vue : François Fabert.- Bruxelles: CVCE [Prod.], 24.02.2006. CVCE, Sanem. - VIDEO (00:11:54, Couleur, Son original).

Copyright: Transcription CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/interview_de_leo_tindemans_les_negociations_agricoles_dans_le_cadre_de_benelux_bruelles_24_fevrier_2006-fr-oedea768-4de8-42cb-ba00-c443b079ecfd.html



Date de dernière mise à jour: 04/07/2016

Interview de Leo Tindemans: les négociations agricoles dans le cadre de Benelux (Bruxelles, 24 février 2006)

[Étienne Deschamps] Entre 1949 et 1953, vous avez été attaché aux services économiques du ministère belge de l'Agriculture. Dans ce cadre-là, vous avez participé à différentes réunions Benelux. Quels souvenirs conservez-vous de ces débats et quels étaient les enjeux de ces discussions agricoles Benelux pour l'agriculture belge?

[Leo Tindemans] Tout d'abord, c'était des contacts internationaux, les premiers je dirais. Avant la guerre, j'étais au collège, comme on dit, les études secondaires, puis pendant la guerre, j'ai eu l'avantage de pouvoir continuer mes études universitaires, je dirais, et la vie professionnelle commençait, non pas tout de suite après la guerre parce que j'étais encore à l'université de Gand, où j'ai encore obtenu un diplôme, et puis j'ai fait mon service militaire. Mais après, dans la vie réaliste et réelle, je suis devenu fonctionnaire après avoir passé l'examen d'entrée, entre parenthèses, et je suis devenu donc fonctionnaire au département des Affaires économiques, secrétaire d'administration dans la Direction des accords commerciaux. Donc, je ne savais pas ce qui allait arriver dans ma vie, mais c'était déjà une préparation à des négociations internationales, je dirais. Et je faisais la connaissance des spécialistes hollandais qui, d'abord dans l'agriculture, étaient probablement plus avancés que la Belgique, mais d'un autre côté, la guerre avait frappé plus durement les Pays-Bas que la Belgique. Donc, la dernière année, entre autres, était extrêmement dure. Les Pays-Bas étaient encore toujours occupés, tandis que la Belgique était libérée depuis septembre 1944. Donc, je fais la connaissance de ces fonctionnaires, j'apprends le métier de négociateur, les aspects économiques de l'agriculture, parce que c'était cela, j'étais dans la Direction générale des questions économiques, section «Accords commerciaux». Et puis, Accords commerciaux, j'ai dû apprendre comment on essayait d'avoir une organisation mondiale pour le commerce. C'était d'abord le GATT, comme on disait, l'anglais occupant de plus en plus une place dans les affaires internationales et donc l'Accord général sur le commerce et la douane. C'était l'ouverture sur un monde que peu de gens connaissaient à ce moment-là et, du côté belge, les organisations agricoles se défendaient avec bec et ongles, je dirais, ayant peur donc de cette supériorité technique qu'on reconnaissait du côté des Pays-Bas. On a trouvé un accord, une espèce de compromis, je dirais: pour certains produits agricoles, on fixait un prix minimum et si le prix belge était plus bas ou si le prix hollandais était plus bas, il y avait une compensation, on pouvait donc exiger une espèce de compensation dans les prix. Et cela sauvait le Benelux, l'accord du Benelux. À ce moment-là, l'agriculture était également incluse dans l'accord bénéluxien. C'était extrêmement intéressant puisque je me rendais compte que le commerce extérieur était à un point extrêmement délicat, sensible et difficile. Avant la guerre, les relations internationales, les relations commerciales, économiques étaient caractérisées par le protectionnisme. Dans les années 1930, au lieu de s'entendre, d'avoir des accords, j'ose déjà dire européens ou internationaux, au contraire, on augmentait ses droits d'entrée, on frappait avec des droits de douane, on contingentait, donc, les quantités admises à l'importation étaient fixées et limitées et c'est dans cet esprit qu'on est entré dans la guerre. Et donc, après la guerre, quelle politique fallait-il suivre? Entre parenthèses, un commentaire de ma part, je me suis posé la question plus tard et encore aujourd'hui: qu'ont pensé, quelles sont les idées que les hommes politiques belges et hollandais, par exemple, et autres qui résidaient à Londres pendant la guerre, quelles étaient les idées qu'eux développaient? Parce que rentrer après la victoire, disons-le comme cela, et dire à la population: «On va continuer la politique qu'on pratiquait déjà avant la guerre», ce n'était pas la bonne ouverture à un monde meilleur, je dirais, au contraire, les gens avaient peur du chômage de l'avant-guerre, des difficultés économiques, du protectionnisme, etc. Donc, quelle politique fallait-il proposer? Le Benelux était une ouverture, était en soi une possibilité donc d'avoir d'autres accords, d'autres idées. Mais le Benelux ne suffisait pas, il fallait également ouvrir les marchés avec d'autres pays. Et donc, les pays voisins, à commencer avec le Luxembourg, il n'y avait pas de problèmes puisqu'on avait une union économique depuis le début des années 1920, mais la France par exemple et puis l'Allemagne. Qu'allait-on faire de l'Allemagne? Et comme on n'a pas eu de conférence de paix, de traité de paix, après la Seconde Guerre mondiale, c'est inouï, mais on ne s'en rend pas compte, on ne le dit pas assez aujourd'hui, parce que ça donne une idée des difficultés qu'on rencontrait après la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Que faire de cette Allemagne qui était divisée en quatre zones d'occupation? Il y avait une zone américaine, une zone soviétique, une zone britannique et la France également avait été incluse dans ce groupe. Et la France occupait la Sarre, le territoire de cette région. Et donc, que faire? Puisqu'il n'y avait pas d'accord, on ne savait pas si on allait diviser définitivement l'Allemagne ou bien si l'Allemagne devrait

payer un prix, je dirais, en tant que...

[Étienne Deschamps] Une dette de guerre?

[Leo Tindemans] Oui, une dette de guerre, comme on avait fait à Versailles, enfin, décidé à Versailles après la Première Guerre mondiale. Donc, tous ces problèmes se posaient et il n'y avait pas de réponses, parce qu'aucune conférence digne de ce nom n'a été organisée. On ne s'est même pas mis d'accord sur un ordre du jour d'une conférence éventuelle, tellement les idées étaient en opposition avec la mentalité et l'attitude des vainqueurs de la guerre, disons-le comme cela. Et donc, moi j'apprenais cela, je participais à des réunions au niveau du Benelux. On parlait du GATT, si vous me permettez d'employer cette expression, que faire pour avoir une organisation du commerce dans le monde contre le protectionnisme, contre les contingentements, contre toutes ces mesures qui avaient entravé le commerce extérieur avant la guerre? Et donc, c'était mon métier, je devais l'apprendre, faire des notes pour tel produit, pour tel produit, etc. et puis pour convaincre les hommes politiques qui étaient appelés à prendre les décisions dans ce secteur-là. Donc, quand je pense à tout cela maintenant, je me dis: «Quelle bonne école que j'ai pu traverser, que j'ai pu suivre». C'était intéressant pour ma formation personnelle et encore pour mes idées sur le commerce extérieur, c'est clair. Et je me rendais compte que sans un accord plus large, il n'y avait pas d'avenir, il n'y avait pas de politique heureuse, pouvant sauver les situations économiques dans nos pays. J'étais convaincu de cela. Et donc, avant les négociations sur le traité de Rome, sur l'union économique européenne, déjà j'étais convaincu de la nécessité de faire des opérations de ce genre. Voilà donc le début de ma vie professionnelle et en même temps l'évolution de mes idées concernant la vie économique internationale, le commerce extérieur et la position de la Belgique et des Pays-Bas, du Grand-Duché de Luxembourg dans ces questions-là. Je m'en rends compte maintenant, c'était une excellente école. Là j'ai appris à vaincre les obstacles qui étaient traditionnels en Belgique, même donc pour l'agriculture, cette tendance à protéger l'agriculture. On l'avait déjà fait. En Belgique c'était un problème traditionnel. Quand les libéraux étaient au pouvoir, on était plutôt disposé à préconiser le libre-échange, disons, le commerce sans difficultés quand, à l'époque, la tendance qu'on appelait «les catholiques» était au pouvoir, on protégeait davantage les petits agriculteurs et, donc, l'agriculture, puisque l'agriculture belge était caractérisée par les petites entreprises. Et donc, du coup, j'étais au centre des difficultés à résoudre et pour lesquelles on n'avait pas tout de suite des solutions. Je n'y suis pas resté trop longtemps, donc, je n'étais pas un fonctionnaire typique, je dirais, j'ai quitté l'administration. Mais dans ma vie politique et dans les phases que j'ai parcourues par après, j'ai quand même pu profiter des leçons que j'avais tirées de mon passage au département de l'Agriculture. Et puis l'agriculture, je ne peux pas oublier de le dire, dans les pays voisins, en général dans le monde, était un facteur extrêmement important. Ce secteur, dans la vie économique en général, non seulement pour la production de la nourriture, mais également parce que tant de gens gagnaient leur vie dans l'agriculture encore. On ne s'en rend pas compte maintenant, mais à l'époque, le pourcentage occupé dans l'agriculture ou l'horticulture était extrêmement important et donc tout cela posait également non seulement des problèmes de chômage, des problèmes d'emploi, mais également des problèmes sociaux. Est-ce que ces gens peuvent gagner leur vie dans l'agriculture traditionnelle chez nous et dans les pays voisins? Et donc, je souligne cet aspect parce qu'en France il y a de grands noms qui sont tous passés par l'Agriculture, qui ont tous été ministres de l'Agriculture, vu l'importance de l'agriculture pour l'économie française encore aujourd'hui. Et donc, Jacques Chirac a été ministre de l'Agriculture, pour ne citer que ce nom, mais je pourrais en citer beaucoup. Edgar Faure a été ministre de l'Agriculture, etc. Donc, vous voyez l'importance de l'agriculture encore chez des pays voisins, même si en Belgique l'agriculture diminuait en importance, mais était très bien organisée et se défendait très bien également. C'est un aspect qu'on ne peut pas oublier non plus. Voilà la phase agricole dans ma vie intellectuelle et dans ma formation économique.